

14 JANVIER 1896

433

## 198

E 2300 Paris 49

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,  
au Président de la Confédération et Chef du Département politique,  
A. Lachenal*

RP

Paris, 14 janvier 1896

Bien que la France paraisse plus désintéressée que d'autres Etats dans les conflits internationaux qui agitent en ce moment les grandes puissances, je me permets cependant de Vous envoyer l'écho de ce qu'on pense ici de la situation générale, afin de Vous permettre de comparer ces impressions avec celles qui vous parviennent d'autres capitales. Je n'ai que bien peu d'instantes disponibles pour aller aux informations, M. Duplan étant malade en Suisse, M. Boissier ayant été indisposé à Paris et le travail de chancellerie m'absorbant quinze heures par jour.

### I *Conflit anglo-allemand*

Le télégramme de l'Empereur Guillaume au Président Krüger a naturellement ému les cercles gouvernementaux français, au premier moment tout au moins. On y a vu une intention bien nette de se rapprocher de la Russie par une manifestation à grand orchestre, et comme les adversaires du cabinet radical de M. Bourgeois sont disposés à soutenir que les sympathies franco-russes sont en baisse depuis la chute du cabinet Ribot-Hanotaux, on a tenté d'exploiter dans ce sens le fameux télégramme. Au Ministère des Affaires étrangères et dans le monde gouvernemental français, on s'est assez vite calmé; on y soutient, sur un ton semi-ironique, que les Allemands sont des nouveaux venus sur le marché du monde et encore plus dans les entreprises de colonisation; ils sont, après une douzaine d'années d'expériences, arrivés à voir qu'on rencontre partout les Anglais en dehors d'Europe, qu'ils sont infiniment plus puissants plus hautains et plus désagréables hors d'Europe que sur le continent, et ils ont saisi une occasion de manifester leur mauvaise humeur. En France, il y a cent cinquante ans qu'on sait à quoi s'en tenir à cet égard, en sorte qu'on en est venu à prendre les choses plus philosophiquement. Quant à croire qu'il sortira actuellement pour la France quelque modification sérieuse de ses rapports soit avec Berlin soit avec Londres, de cette tension entre Guillaume II et Lord Salisbury, on ne le pense pas ici et on se borne à regarder.

J'ai l'impression qu'à l'ambassade d'Allemagne on trouve que l'Empereur a été un peu vif et qu'il n'était pas indispensable qu'il télégraphiât *propria manu* au Président Krüger les sentiments que tout le monde partage envers un petit pays fermement résolu à rester maître chez lui. On paraît admettre que l'Empereur a été lui-même surpris des conséquences de son télégramme, du tapage qu'il fait et a cru pouvoir sans de très grands inconvénients féliciter les Boers quand l'Angleterre blâmait officiellement les envahisseurs du Transvaal. On y ajoute qu'après tout, si les Anglais veulent se sentir offensés de ce qu'on soit d'accord avec eux

pour blâmer Jameson, c'est assez indifférent, l'Angleterre ne pouvant être utile en rien à l'Allemagne en cas de grand conflit sur le continent européen. On conclut cependant en pensant que Guillaume II trouvera une formule quelconque pour sauver les apparences vis-à-vis de sa grand-mère la Reine Victoria.

Tout autre est l'impression à l'ambassade d'Angleterre; Lord Salisbury<sup>1</sup> m'a dit, avec beaucoup de calme, comme aussi divers personnages politiques anglais en ce moment de passage à Paris et dont j'ai eu la visite, que le télégramme de Guillaume II était beaucoup moins admissible que le message du Président Cleveland. Celui-ci prenait une attitude en réponse à des déclarations fermes et positives de l'Angleterre et après un long échange de communications diplomatiques relatives au Nicaragua, à l'île de Trinidad et enfin au Venezuela. Guillaume II au contraire, dans un conflit qui venait de se terminer par une victoire des Boers et une déclaration sans ambiguïté de l'Angleterre désavouant Jameson, vient déclarer *urbi et orbi* qu'il est heureux de cette marche des événements, donnant à entendre qu'il serait intervenu si les choses avaient pris une autre tournure et qu'il aurait été prêt à appuyer la création de je ne sais quel organisme militaire au milieu des possessions anglaises de l'Afrique du Sud. Cela, l'Angleterre ne l'admet pas et ne l'admettra pas. Jamais l'opinion publique anglaise n'oubliera cette attitude de l'Empereur allemand. La déception a été considérable dans les cercles anglais envers un souverain que l'on considérait à moitié comme un compatriote, que l'on avait fait amiral, auquel on avait donné un régiment et surtout qu'on avait choyé dans la société anglaise sous toutes les formes. Il s'est montré fourbe; l'Angleterre est avertie, définitivement avertie; elle sait non seulement qu'elle ne peut compter sur Guillaume II, mais qu'elle le trouvera un jour parmi ses adversaires. Elle est très heureuse que cet avertissement soit donné assez tôt pour qu'elle puisse agir en conséquence et se préparer. Actuellement il ne sortira rien de l'incident sinon des préparatifs militaires et navals; l'Empereur Guillaume a eu tort de montrer trop tôt ses pensées de derrière la tête.

Quant aux Boers, la marche à suivre envers eux sera de leur conseiller de ne pas trop faire circuler M. Belaerts van Blockland auprès de toutes les cours européennes; on leur déclarera de Londres qu'on n'a pas la moindre intention de toucher à leur souveraineté, ni de la restreindre en quoi que ce soit, mais que l'on n'admettrait pas qu'ils en fissent usage pour installer un Etat militaire hostile entre les possessions anglaises du Cap et celles du Zambèse, avec le concours d'éléments militaires étrangers. On leur demandera d'accepter la coopération des nouveaux venus à la vie publique, en prenant pour eux le rôle d'une aristocratie qui ne repousse pas les classes récemment nées et dont les Boers ont encaissé l'argent sans pudeur en leur vendant leurs terrains dans des conditions souvent fort immorales; les Boers comprendront qu'étant 14 000, ils ne peuvent pas confisquer 70 000 hommes et leurs capitaux. Tout cela s'arrangera sans l'Allemagne et en dehors d'elle parce qu'en Angleterre tout le monde a le sentiment d'une injustice à réparer, et que, si le gouverneur général n'a rien su et a été aveugle, Cecil Rhodes a été nécessairement au courant.

---

1. Nom remplacé à la réception pour Dufferin.

En résumé, de toutes parts, du côté français comme du côté des deux intéressés, on est d'accord pour exprimer la conviction qu'il ne sortira aucun conflit actuel plus sérieux entre l'Angleterre et l'Allemagne de cette affaire du Transvaal. Seulement, elle peut devenir un point d'aiguillage, une bifurcation d'une certaine importance pour l'avenir et servira en tout cas à Lord Salisbury de moyen d'obtenir des crédits pour des armements.

## II *Conflit entre l'Angleterre et les Etats-Unis*

Je n'ai pas la moindre inquiétude immédiate à cet égard, mais je crois très fermement qu'il y a là une rivalité beaucoup plus sérieuse et beaucoup plus tenace qu'on ne se le représente habituellement.

Au fond, les Etats-Unis entendent être les premiers et même les seuls en Amérique. Ils ne veulent plus des Anglais de l'autre côté de l'Océan. Ils entendent réaliser leur rêve d'une immense Union embrassant les deux Amériques, les Etats-Unis garantissant le Brésil et les Républiques hispano-américaines contre toute immixtion européenne et réclamant en échange les marchés du Sud et du Centre ouverts à leurs produits industriels. C'est du commerce avant tout. Les Hispano-américains répondent timidement que les Etats-Unis ne sont pas en état d'acheter comme l'Europe les cafés, les laines, les peaux, les viandes du Sud; ils ajoutent qu'ils vivent de leurs douanes, qu'ils ne peuvent se développer sans les capitaux européens, et qu'ils préfèrent les produits fabriqués de l'Europe, meilleurs et moins chers, à ceux des Etats-Unis plus chers et plus mauvais. Les Etats-Unis tiennent bon et tiendront bon. L'obstacle, c'est l'Angleterre, d'autant plus que le Canada se développe dans les dernières années dans de plus grandes proportions que les territoires correspondants des Etats-Unis.

Je crois donc que la rivalité entre Londres et Washington, loin de s'atténuer, ira en augmentant. Les financiers anglais ont pu, en deux jours, infliger d'énormes pertes aux financiers de la côte américaine, mais cela est fort égal à la masse de la population des Etats-Unis, qui est débitrice des banquiers de l'Est et ne les aime nullement. A l'heure actuelle, l'Angleterre sortirait très meurtrie, mais peut-être victorieuse, d'une lutte contre les Etats-Unis, et je suis convaincu que l'Angleterre va se préparer à cette lutte sans la désirer, c'est-à-dire augmenter ses ressources d'armes et de navires.

## III

L'avenir me semble donc comme indication immédiate et pour le moment, pouvoir et devoir être considéré comme n'offrant aucun danger, comme pacifique.

Mais, au point de vue philosophique si j'ose m'exprimer ainsi, l'Angleterre va forcément être engagée dans de très grandes dépenses militaires et va peut-être chercher à se trouver des alliés. Elle est probablement, ou elle est peut-être, à un *tournant* de son histoire. Jadis, au temps des armées permanentes peu nombreuses composées de soldats de profession, elle arrivait le plus souvent à trouver sur le continent un souverain qui lui fournissait une armée en vue de buts d'équilibre diplomatique (guerre de Crimée par exemple); mais avec les grandes

armées nationales, aucun gouvernement, aucun souverain ne peut mettre ces masses en mouvement et engager l'existence même de la nation s'il ne s'agit pas de la défense du pays ou tout au moins de questions très graves de prépondérance. L'Angleterre trouvera-t-elle encore un Etat, des Etats avec qui s'allier sur le continent, alors qu'à cette époque d'expansion commerciale et coloniale, de recherche de débouchés pour le trop-plein de marchandises et pour le trop-plein de socialistes, les divers Etats continentaux sont partout arrêtés par les Anglais plus anciens dans toutes les autres parties du monde? Cela est douteux.

Ce qui se passe en ce moment semble être le premier craquement de la politique du XX siècle; encore un coup, c'est plutôt à des réflexions philosophiques que tout cela nous convie; ce n'est pas de la politique, car, à l'heure actuelle, il ne sortira à peu près rien de tout ce bruit, surtout pas la guerre.

[...]<sup>2</sup>

---

2. *Considérations sur la politique intérieure.*